

Dominique DAVID
Responsable des études de sécurité à l'Ifri,
Rédacteur en chef de *Politique Etrangère*

**« Quel choix pour le futur :
l'Europe, puissance militaire ou puissance politique ? »**

Monsieur le Président,

Etre une puissance, c'est avoir les moyens d'imposer sa stratégie, l'autonomie de sa volonté. Encore faut-il avoir une stratégie. Et pour avoir une stratégie, il faut trois choses :

- une perception du monde ;
- un désir d'y faire quelque-chose ;
- et les moyens de le faire.

Au regard de ces trois critères, de ces exigences, chacun sait que l'Union Européenne a une position très contradictoire. Sur cette position, je voudrais faire quelques remarques qui se résumeront en trois questions :

- I. Où en sommes-nous ?
- II. Pouvons-nous nous arrêter en marche ?
- III. Que faire ?

I. Où en sommes-nous ?

Nous en sommes à une position bizarre. L'Union européenne est un animal étrange, juridiquement et politiquement, et elle se trouve aujourd'hui quelque part à mi-chemin entre la puissance civile et la puissance totale. Elle est une puissance civile, chacun le sait, par ses moyens économiques, de dialogue culturel, etc...

Elle a décidé, depuis Cologne et Helsinki, d'avoir une politique de sécurité pouvant s'exercer à travers l'instrument militaire. Mais cet instrument militaire est utilisé, dans le cadre de la PESD, pour produire de la sécurité, et non de la défense. L'Union européenne est donc en quelque sorte une puissance de l'entre-deux : ni vraiment une puissance civile, ni vraiment une puissance totale.

L'année 2003 a bien exprimé cette réalité contradictoire du « verre à moitié plein » ou « à moitié vide ».

1. Du côté « à moitié plein », dressons la liste de ce qui marche. D'une part, les missions à l'extérieur : l'intervention de police en Bosnie, l'intervention en Macédoine, l'opération *Concorde* en République démocratique du Congo. On peut disputer de

l'importance quantitative de ces missions, mais on ne peut pas discuter le fait qu'elles aient eu lieu et pour la première fois, et donc affirmé des capacités techniques inédites.

Le deuxième progrès concerne l'analyse des capacités militaires, plus précisément l'analyse des manques de ces capacités. On a avancé dans ce domaine depuis deux ans, et dans le sens, très important, d'une mutualisation des capacités. Il s'agit de rendre appareils militaires et stratégies interdépendants et complémentaires. On a également avancé dans le domaine de la production d'armement avec cette idée d'une agence européenne et quelques décisions concrètes : A 400 M, système Galileo, etc...

Troisième domaine dans lequel on progresse, l'analyse stratégique commune. Le rapport Solana, présenté au Sommet de Thessalonique, doit faire l'objet d'une nouvelle version en décembre prochain. On peut ici aussi disputer de la profondeur du texte de juin : L'important est qu'existe une démarche dans laquelle les Européens tentent de s'accorder sur une analyse de l'environnement sécuritaire, et ce qu'il est souhaitable ou possible d'y faire.

2. Du côté « à moitié vide », on peut aller rapidement : c'est plus connu et plus cruel. La crise irakienne a exhibé une divergence profonde entre les Etats-Unis et certains Européens, et donc entre Européens. Cette divergence, au-delà des échéances de conjoncture, porte sur la vision même que nous avons de notre monde – et est donc capitale. :

Les Européens ne sont pas d'accord sur ce qu'est le multilatéralisme, sur le rôle de l'ONU. Il ne s'accordent pas non plus sur les règles, les modalités, du recours à la force dans les relations internationales. Ils divergent sur l'idée d'un monde multipolaire, qui d'une manière ou d'une autre, relativiserait la concentration de puissance américaine.

En gros, l'année 2003 nous le confirme : les Européens se mettent à peu près d'accord sur l'usage du militaire « soft » (gestion de crise, humanitaire, etc.) ; plus on parle de militaire « hard » (en mode défense, avec usage « classique » des instruments militaires), et plus les Européens divergent.

Si l'on croise ces remarques, on débouche sur une question fondamentale : ne sommes-nous pas en train de mettre sur pied des instruments de coopération militaire qui ne correspondent qu'à fort peu d'hypothèses concrètes ? Des appareils de coopération technique sans stratégie ?

II. Peut-on s'arrêter en chemin, sur la voie de l'accumulation de puissance, de l'autonomie de la volonté, de l'autonomie de la décision ? Autrement dit la « semi-puissance » est-elle imaginable, possible ?

Le simple bon sens suggère que non. Une puissance incomplète c'est tout simplement une puissance faible, et une puissance faible n'est tout simplement pas une puissance.

Si les Européens veulent en arriver à la puissance - je n'ignore pas que le mot fait peur, alors disons à la capacité d'action autonome -, ils devront inévitablement accumuler les instruments nécessaires dans tous les domaines pertinents.

Le dosage entre les divers instruments peut certes être spécifique. Chacun sait que les Européens – l'un des grands mérites du rapport SOLANA est de le dire clairement -, privilégient traditionnellement certains modes d'action, certaines stratégies civiles. Pensons au plan de stabilisation pour l'Europe du Sud-Est, pensons à la proposition de nos amis d'Europe du Nord d'organiser des forces de police européennes, ou à la proposition française de constituer une gendarmerie européenne.

La sécurité n'est pas produite par le maniement du seul instrument militaire dans le cadre des guerres. Il s'agit donc de combiner, dans une stratégie globale de sécurité, des moyens très divers. Mais sans penser que l'excellence dans l'un de ces modes d'action peut nous dispenser d'avoir un jour à passer à l'autre.

Nous serons contraints d'aller vers une plus forte concentration de puissance. D'abord parce que, une fois encore, les puissances incomplètes n'existent pas plus en réalité qu'en théorie. Mais aussi et surtout parce que l'évolution de l'environnement nous y poussera. Et pour trois raisons déterminantes parmi d'autres :

1. la première est que nous avons déjà un espace intérieur européen. Qu'il s'étende ou non et à quel rythme importe peu : il existe pour les marchandises, les capitaux ou les hommes. On ne dit pas assez que cet espace intérieur est de fait, que nous le voulions ou non, un espace de sécurité et un espace de vulnérabilité, qu'à l'heure actuelle, nous ne nous donnons pas les moyens de gérer.
2. La deuxième raison est que l'évolution des techniques – on a vu lors du 11 Septembre quels problèmes elles pouvaient poser en termes de vulnérabilité des sociétés développées – va sans doute rendre obsolètes les réactions complexes des grandes coalitions, et impuissantes les réactions unilatérales des nations solitaires.
Les grandes coalitions sont trop compliquées pour réagir rapidement, efficacement, dans ce genre de situation et les nations sont impuissantes. Entre les deux, on pourrait imaginer quelque chose qui pourrait ressembler à cet objet mal identifiable qu'est l'acteur régional, par exemple une Europe dotée de l'autonomie de décision et d'action .
3. La troisième raison est en effet que l'Alliance atlantique est entrée dans une profonde crise. Peut-on résumer le rôle, le destin et la mission futurs de l'Alliance atlantique à la guerre contre le terrorisme et à la guerre contre la prolifération, le tout selon les concepts américains ? Sûrement pas. Cela peut marcher à court terme, mais certainement pas pour fonder une légitimité de long terme.

L'Europe est donc emprise dans une obligation de puissance, sauf à accepter de disparaître comme décideur de sa propre sécurité.

III. Dans ce contexte, que peut-on imaginer ?

On ne peut pas croire que cette marche à l'autonomie soit possible à trente membres, de manière cohérente et rapide. Se posent donc une question de temps, et une question d'acteurs.

1. Concernant la question du temps, les gens raisonnables rappellent que le processus prendra, inévitablement, beaucoup de temps. Mais il faut aussi écouter les agités, qui disent que nous ne disposons pas de ce temps majestueux... Nous allons être obligés de presser le pas, en particulier pour deux raisons :

-Au Sud et à l'Est de l'Europe (ce qui va de l'espace africain au Caucase et au-delà), les cristallisations politiques peuvent être rapides et dangereuses. Sans paranoïa particulière, on peut penser que l'avenir de ces régions, compte tenu de ce qui se passe, en particulier, en Irak, risque de se faire très incertain. Or une éventuelle déstabilisation régionale ne menacerait évidemment pas d'abord les Etats-Unis, mais l'Europe. Notre action, préventive et curative, dans ces zones, est donc capitale.

-A l'Ouest, la dominance technologique américaine pourrait, demain, après demain, nous empêcher d'être autonomes le jour où nous déciderions que c'est nécessaire. Cette dominance américaine, qui s'exprime en particulier dans l'alliance atlantique, est, n'en doutons pas, un moyen de bouclage de l'autonomie européenne. Si nous attendons trop, il se pourrait que, dans nombre de domaines techniques, notre désir d'indépendance devienne impossible à atteindre.

2. Si le temps presse, nous allons donc être obligés d'avancer avec ceux qui le veulent. Et pour ce faire, trois directions s'imposent.

Il faut que nous approfondissions une culture de sécurité commune. Elle commence juste à naître. Jusqu'ici, la seule culture de sécurité dont disposaient en commun les Européens était la culture atlantique. Cette culture de sécurité commune, il faut la faire émerger à la fois comme culture de sécurité totale (usant de moyens militaires et non militaires, sur tout le spectre des besoins), et comme culture spécifique (affirmant un rapport qui nous est propre entre les divers moyens imaginables). Nous ne sommes nullement condamnés à concevoir nos politiques de sécurité en suivant les suggestions appuyées de l'actuelle administration américaine. La posture européenne de sécurité ne peut se réduire à ce que pensent pour nous nos alliés américains.

Deuxième élément nécessaire, le développement de coopérations structurées (on les nommait hier les coopérations renforcées), qui permettent à ceux qui le souhaitent d'aller de l'avant ensemble. Après tout, si nous ne pouvons pas être d'accord à trente, à vingt-cinq, à vingt-deux, à quinze ou à treize, agissons en plus petit nombre, y compris dans le domaine de la défense solidaire.

Il paraît enfin très important d'assurer, entre ceux qui le veulent bien sûr, l'interdépendance de nos appareils militaires et industriels. Le jour où nous aurons des appareils militaires et de production d'armement interdépendants, inséparables, eh bien nous aurons fait un grand pas vers une politique de sécurité commune.

A ces seules conditions, Monsieur le président, 2003 ne restera pas comme le symbole d'une classique schizophrénie européenne, celle qui accumule plus de moyens, plus d'actions d'un côté, et de l'autre moins de vision, moins de sens.

Je vous remercie de votre attention.